



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention de financement d'une Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accès au logement adapté des gens du voyage sédentarisés à Pignan - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2017 (loi NOTRe), les EPCI sont devenus compétents en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil, des aires de grands passages et des terrains familiaux. Les obligations d'équipements sont générées par les communes de plus de 5 000 habitants, dans le cadre des dispositions prévues par un Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAHGV).

Dans l'Hérault, le SDAHGV couvrant la période 2018-2024 a été approuvé le 29 janvier 2019 par le Préfet de département et le Président du Conseil départemental. Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le schéma prévoit notamment 12 places d'habitat adapté issues de la transformation des 12 places initiales de « terrains familiaux » pour nomades sédentarisés situés à Pignan.

Pour ce faire, la Métropole, maître d'ouvrage, a souhaité l'assistance d'un prestataire dans le cadre d'une Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS), qui permettra d'élaborer un projet ambitieux de création de logements adaptés intégrant une reconfiguration totale du site à partir d'une connaissance fine des familles installées sur le site, leur situation économique, leur statut dans l'occupation de l'équipement, leurs perspectives d'évolution, leur capacité à intégrer un logement social...

L'Etat, a souhaité s'engager dans ce projet, créateur de références, par un co-financement de cette MOUS « accès au logement adapté des gens du voyage sédentarisés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole », au taux de 50 % de la dépense hors taxes, plafonnée à 25 000 € TTC.

Une convention définit les missions qui seront confiées par la Métropole au prestataire qu'elle a sélectionné et défini les modalités financières du soutien de l'État à cette intervention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation d'une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) en vue de la transformation des « terrains familiaux » de Pignan ;
- De prendre acte de la subvention attribuée par l'Etat et des modalités de son versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Céline PINTARD, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160055-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de financement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.